

Renforcer la capacité d'adaptation des États fragiles



Ouvrir pour que les populations rurales pauvres se libèrent de la pauvreté

Près de 30% des pauvres de la planète vivent dans des États fragiles. Bien qu'il existe plusieurs mesures de la fragilité, la plupart des pays classés dans cette catégorie ne disposent pas de certains des outils essentiels au renforcement des capacités nationales: la bonne gouvernance, des politiques solides, du personnel qualifié, des infrastructures et des services fonctionnels, des citoyens instruits, une société civile active et un secteur privé compétitif. Les troubles civils et les conflits frontaliers sont trop souvent la réalité. Les pauvres qui vivent dans les zones rurales des États fragiles sont particulièrement vulnérables, car ils ne sont guère en mesure de s'adapter à la situation engendrée par la fragilité.

Le pays peut être fragile à certains égards et solide sous d'autres angles. De plus, la fragilité peut être une situation passagère qui se reproduit. Dans un contexte aussi précaire, les communautés et les familles ont une capacité d'adaptation déficiente et sont donc très vulnérables aux catastrophes d'origine naturelle ou humaine. La réduction de la pauvreté et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement sont des défis d'autant plus imposants. Le Programme d'action d'Accra a fait ressortir la nécessité d'accroître le soutien et de s'assurer que l'aide est efficace dans les États fragiles.

L'efficacité de l'intervention dans un État fragile passe par une approche à long



terme adaptée au contexte. Pour le FIDA, cela consiste à:

- élaborer des programmes flexibles mais simples qui renforcent la capacité des communautés et du gouvernement;
- mettre davantage l'accent sur les femmes, les autochtones et les groupes vulnérables tels que les ménages déplacés et les soldats qui rentrent au pays;
- accorder plus d'importance aux interventions faisant suite aux catastrophes naturelles et aux conflits, entre autres pour les atténuer;
- renforcer la capacité d'adaptation, la protection des droits fonciers et la gestion des ressources naturelles;
- harmoniser les procédures de cofinancement afin de réduire les coûts transactionnels de l'État;
- acquérir une connaissance approfondie du pays, notamment par la création de bureaux de pays et la supervision directe des programmes, afin d'orienter l'élaboration et la mise en œuvre des initiatives.

L'expérience montre que les partenariats et le partage des savoirs ont une incidence déterminante sur les interventions dans les États vulnérables. Par exemple, bien que le FIDA ne soit pas une organisation de secours, ses efforts de coopération avec les autres institutions peuvent contribuer à répondre aux besoins non satisfaits par les activités de secours et les activités de développement. Les nouvelles Directives du FIDA pour le relèvement rapide après une catastrophe visent précisément à combler ces lacunes, car les États qui ont connu des reculs désastreux dans leur processus de développement peuvent être pris au piège de la pauvreté si les mesures de secours ne font pas rapidement place à un programme de rétablissement à long terme.

Malgré les défis que doivent relever les États fragiles, comme en témoigne le taux de réussite souvent faible des projets de développement, les programmes bien conçus et gérés avec minutie peuvent aider les ruraux à reconstituer leurs moyens d'existence et mettre à l'abri de la pauvreté de vastes pans de la population.

Haïti: une fragilité aggravée par les crises

Haïti est depuis longtemps aux prises avec des bouleversements politiques, des catastrophes naturelles à répétition et l'inégalité extrême des revenus. Les institutions et les infrastructures déficientes ainsi que le manque de personnel qualifié ont gravement amoindri la capacité de développement. En raison de l'érosion et de la dégradation des sols, Haïti est également extrêmement vulnérable aux changements climatiques.

La nourriture est importée à hauteur de 60% des besoins (de 80% dans le cas du riz). Même avant le tremblement de terre de 2010, près de deux millions d'Haïtiens arrivaient à peine à répondre à leurs besoins alimentaires. Environ la moitié des neuf millions d'habitants vivent avec moins d'un dollar par jour.

“Le risque est un élément clé du sous-développement et de la lutte incessante du pays contre la pauvreté et la stabilité”, a indiqué le chargé de programme de pays du FIDA pour Haïti, Marco Camagni. “Il suffit de réduire le profil de risque de l'Haïtien moyen pour abaisser celui du pays. Le meilleur moyen d'y parvenir consiste à protéger les ressources naturelles, à développer l'épargne, à diversifier les revenus et à augmenter le taux de scolarisation.”

Depuis 1978, le FIDA a financé sept programmes et projets en Haïti représentant une enveloppe totale de 160 millions d'USD; de ce montant, 90 millions d'USD avaient été versés par le FIDA. Entre 2008 et 2010, le Fonds a octroyé 10,2 millions d'USD pour les semences et les instruments aratoires, permettant ainsi à 240 000 petits exploitants d'améliorer leur sécurité alimentaire et d'accroître leurs revenus. Le mandat du FIDA est axé sur les priorités du gouvernement: la stratégie de réduction de la pauvreté du pays pour 2007 mentionne que l'agriculture est le premier pilier de la croissance en faveur des pauvres, et son programme agricole met l'accent sur les nouvelles possibilités économiques offertes aux ruraux.

Le renforcement de la capacité d'adaptation du pays est un processus de longue haleine. À cette fin, il convient de développer le capital humain et l'infrastructure matérielle et surtout, de mobiliser les organisations locales et les communautés. Le programme de pays du FIDA pour Haïti, qui cible particulièrement les femmes, vise à:

- aider les communautés à planifier le développement et à élaborer des mécanismes coopératifs de gestion de l'irrigation;



- utiliser la technologie et l'équipement qui permettront d'accroître la productivité agricole, notamment l'infrastructure d'irrigation et les routes;
- appuyer l'aménagement de jardins communautaires et la réalisation de projets d'élevage de petits animaux;
- favoriser l'accès aux services financiers par la création de groupes locaux de microfinancement.

Le tremblement de terre de 2010 est la troisième situation d'urgence à laquelle Haïti a été confrontée en deux ans. Au lendemain du séisme, le FIDA a établi trois grandes priorités: premièrement, dans les zones les plus touchées, il convenait de déployer des efforts considérables pour reconstituer les moyens d'existence et rétablir la capacité de production alimentaire; deuxièmement, dans les zones qui n'avaient pas été dévastées mais qui devaient accueillir un grand nombre de migrants sans expérience en production agricole, il importait de trouver des solutions novatrices pour améliorer la sécurité alimentaire et créer des emplois; troisièmement, il fallait concilier la satisfaction des besoins à court terme et le développement à long terme.

Le FIDA a tout d'abord mis en œuvre un programme d'allègement de la dette de 50 millions d'USD. Il a ensuite versé un don de 2,5 millions d'USD pour la remise en état des systèmes d'irrigation, l'amélioration de la sécurité alimentaire et la création d'emplois. Ce programme d'assistance sous forme de don bénéficiera à 12 000 ménages englobant une soixantaine de milliers de personnes dans les départements de l'Ouest et des Nippes (sud du pays), c'est-à-dire les zones qui ont le plus souffert directement du tremblement de terre. Depuis le lancement du programme, quelque 66 000 milles de canaux d'irrigation ont été remis en état et plus de 120 000 jours de travail ont été créés. De plus, le programme de travail annuel des trois projets en cours dans le pays a été modifié pour répondre aux nouveaux besoins des familles bénéficiaires et stimuler la croissance de la production agricole et des revenus dans certaines des zones les plus pauvres.

Soudan: les troubles civils et la sécheresse amoindrissent la capacité d'adaptation

Après 30 années de troubles civils aggravés par des sécheresses récurrentes, le Soudan est près du bas du classement de l'indice de développement humain 2010, occupant le 154^{ème} rang



PERSONNE À CONTACTER

Shyam Khadka

Administrateur principal de portefeuille
Département gestion des programmes,
Secrétariat

FIDA

Tél: +39 06 54592388

Courriel: s.khadka@ifad.org

LIENS

La pauvreté rurale en Haïti

<http://www.ruralpovertyportal.org/web/guest/country/home/tags/haïti>

La pauvreté rurale au Soudan

<http://www.ruralpovertyportal.org/web/guest/country/home/tags/sudan>

sur 169 pays. La pauvreté est solidement enracinée, surtout chez les petits exploitants qui pratiquent l'agriculture pluviale. Les inégalités sont très grandes eu égard à l'accès à l'éducation, aux moyens d'assainissement, à l'eau potable, aux infrastructures, aux ressources naturelles, aux possibilités de revenu, à la justice et à la protection politique.

Le Soudan a de nombreux défis à relever. La croissance démographique est forte. La mauvaise gestion des ressources naturelles a des effets néfastes sur les écosystèmes fragiles et contribue à l'érosion, à la diminution de la fertilité des sols et à la détérioration des bassins hydrographiques. Les répercussions du changement climatique, par exemple la pénurie d'eau, constituent une autre menace. La faible productivité agricole et la volatilité des prix des denrées amoindrissent la sécurité alimentaire des ménages. Les exploitants agricoles ne possèdent pas les connaissances techniques nécessaires et n'ont pas accès au crédit et aux circuits de distribution et de commercialisation.

Le revenu national brut par habitant a toutefois plus que triplé au cours de la dernière décennie, passant de 340 USD en 2000 à 1 220 USD en 2010. Les dépenses agricoles en pourcentage du budget national ont presque doublé, passant de 10% en 2000 à 18% en 2007; dans un pays où de 60 à 80% de la population tire sa subsistance de l'agriculture, cette augmentation est prometteuse.

Les projets réalisés au Soudan avec l'appui du FIDA ont démontré que le développement des pays ravagés par la guerre est possible. Depuis 1979, près de 500 000 ménages ont bénéficié de ces projets. Nous avons affecté un total de 257 millions d'USD au financement de 19 programmes et projets qui représentent un investissement total de 604 millions d'USD. Toutes nos initiatives ont une assise communautaire, visent à développer l'autonomie et sollicitent la participation active des femmes au processus de développement.

Les programmes financés par le FIDA ont contribué à augmenter la production agricole et à mettre en place des infrastructures essentielles, tout en aidant les communautés à exercer leurs droits traditionnels sur les ressources et à promouvoir la bonne gouvernance locale. Ils ont ouvert la voie à la création de plus de 700 associations communautaires, entre autres des comités de développement villageois, des associations d'usagers de l'eau et des groupes d'épargne et crédit. Les services de vulgarisation sont plus accessibles, et une trentaine de milliers de ménages peuvent désormais bénéficier de services sociaux tels que les services de santé et la scolarisation. Toutes ces avancées font partie intégrante de la capacité d'adaptation.

En juillet 2011, la région méridionale du pays est devenue la République du Sud-Soudan. Dans les deux pays, le FIDA continuera de se concentrer sur les questions qui sont une source de conflit et qui aggravent la pauvreté. Dans le cadre de notre intervention, nous appuierons le secteur agricole, la réforme agraire, la répartition équitable des ressources et la participation des communautés à la prise de décisions.



Le FIDA est une institution financière internationale et un organisme spécialisé des Nations Unies qui a pour vocation d'éliminer la pauvreté et la faim dans les zones rurales des pays en développement.

Fonds international de développement agricole
Via Paolo di Dono, 44
00142 Rome (Italie)
Tél.: +39 06 54591
Télécopie: +39 06 5043463
Courriel: ifad@ifad.org
www.ifad.org, www.ruralpovertyportal.org

Octobre 2011



©FAO/José Candón